



LA QUINZAINÉ UNIVERSITAIRE

LE MAGAZINE MENSUEL DU **snalc**
FGE

LE SNALC
SYNDICAT
RÉPUBLICAIN

Liberté, égalité, fraternité et enseignement. Depuis 1905.



LA QUINZAINE UNIVERSITAIRE

#1409 - OCTOBRE 2017

04 PÉDAGOGIE

- 04 > AMÉLIORATIONS DU DNB: CE QUE LE SNALC PROPOSE AU MINISTÈRE
- 06 > UN NOUVEAU SECRÉTAIRE NATIONAL À L'EPS
- 07 > LE SNALC FAIT ENTENDRE SA VOIX DANS LE SUPÉRIEUR
- 08 **TRIBUNE LIBRE**
- 08 > PLAIDOYER POUR UN RETOUR À L'HUMAIN
- 09 **VIE SCOLAIRE**
- 09 > GRAVES CONSÉQUENCES DES SUPPRESSIONS DES EMPLOIS DE VIE SCOLAIRE DANS LE PREMIER DEGRÉ
- 10 > BUDGET DE LA FRANCE : NON ! CE N'EST PAS LE SERVICE PUBLIC QUI LE DEVORE !
- 12 > ENFANTS INTELLECTUELLEMENT PRÉCOCES
- 14 **GESPER**
- 14 > AESH LE SNALC REÇU AU MINISTÈRE
- 15 > PROFESSEUR OU... *TEACHER* ?
- 16 **VIE SYNDICALE**
- 16 > HEURES DE DÉLÉGATION, L'ÉTAT NE CHANGE PAS DE CAP
- > ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LE PRIVÉ : SOYONS REPRÉSENTÉS !
- 17 > ENQUÊTE SUR LES RÉSEAUX DU SNALC
- 18 **COORDONNÉES DES RESPONSABLES ACADEMIQUES**
- 19 **BULLETIN D'ADHÉSION**


www.snalc.fr

SNALC - 4, rue de Trévise - 75009 PARIS
Tél. : 01.47.70.00.55

Directeur de la publication et Responsable publicité : **François PORTZER**
Rédacteur en chef : **Marie-Hélène PIQUEMAL**
Tél : 06.16.33.48.82 - mh.piquemal@snalc.fr
Mise en page : **ORA**

Imprimé en France par l'imprimerie **Compédit Beaugregard s.a.**(61),
labellisée **Imprim'Vert**, certifiée **PEFC** - Dépôt légal 4^{ème} trimestre 2017
CP 1020 S 05585 - ISSN 0395 - 6725

Mensuel 14 € - Abonnement 1 an 125 €
Un supplément agenda est joint à ce numéro.

NE L'OUBLIEZ PAS !



> Emploi et procédure d'affectation dans les établissements d'enseignement supérieur – année 2018 : consulter le BOEN n° 24 du juillet 2017.



> Candidatures à des postes à pourvoir dans les établissements relevant des opérateurs Mlf et Aflec : consulter le BOEN n° 27 du 24 août 2017.



> 26 oct. 2017 : publication au BOEN des notes de service relatives à la procédure de mise à disposition de la Polynésie française.
- Saisie des vœux sur SIAT du 31 oct. au 13 nov. 2017.



> 9 nov. 2017 : publication au BOEN des notes de service sur la mobilité 2018 (mouvements inter des premier et second degrés) et des notes de service sur l'affectation des personnels du second degré à Saint-Pierre et Miquelon et des CPE et PsyEN Mayotte.



> Saisie des vœux pour le mouvement inter sur SIAM : du 16 nov. au 5 déc. 2017.

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE MODIFICATION ARTICLE 6-2 DES STATUTS

Mardi 13 février 2018 - 10h00-12h00
Théâtre Trévise
14 rue de Trévise - 75009 Paris

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CONSEIL SUPÉRIEUR DES PROGRAMMES : **BON DÉBARRAS !**

Le SNALC-FGAF salue le courage du président du CSP, qui a démissionné ce matin de ses fonctions. Il pourra ainsi retrouver son indépendance de parole, et faire valoir son riche point de vue sans être gêné par la nécessaire neutralité qu'il a dû adopter jusqu'à présent. **Tout le monde se souvient bien qu'il n'a par exemple jamais cherché à soutenir une réforme du collège rejetée par la grande majorité de la profession...**

Le SNALC se félicite d'avoir fortement contribué à la liberté retrouvée de Michel Lussault, en signalant les gigantesques dysfonctionnements qui ont eu lieu lors de la fabrication des programmes du primaire et du collège. Espérons que le nouveau ministère saura infléchir ces programmes, par exemple en y indiquant des **repères annuels clairs** et attendus

par les collègues. Nos propositions sont prêtes.

Le SNALC n'a jamais été défavorable à l'existence d'une structure permettant de chapeauter l'ensemble des programmes disciplinaires afin qu'ils soient cohérents les uns par rapport aux autres. Il souhaite en revanche que les réels rédacteurs des programmes soient connus de tous, et que les représentants d'un courant pédagogique qui a déjà fait beaucoup de mal à l'École n'y soient pas étonnamment sur-représentés (ah ! Les joies de la cooptation et du copinage !). **Jusqu'à présent, pour le CSP, les objectifs sont non-atteints sur ces deux points ■**

Par **Jean-Rémi GIRARD**,
vice-président du SNALC-FGAF
Paris, le 26 septembre 2017

LE SNALC SYNDICAT RÉPUBLICAIN



Depuis sa fondation en 1905, le SNALC n'a eu de cesse que de défendre les valeurs républicaines qui sont les nôtres : liberté, égalité, fraternité. La figure tutélaire de cet engagement est à n'en point douter son premier Président, Albert Fédel (1870-1961) qui dirigea notre syndicat de 1905 à 1920 et qui, pendant la sombre période de l'Occupation, alors que la France devait subir les persécutions du régime de Vichy qui interdit le syndicat, participa à la Résistance et fournit de faux papiers aux étudiants juifs et aux réfractaires du STO.

Aujourd'hui encore, même si les circonstances sont bien sûr moins dramatiques, notre combat pour la défense des valeurs républicaines au travers de l'Ecole doit se poursuivre sur tous les fronts : ainsi, tout récemment, le dysfonctionnement patent de la procédure APB a provoqué l'ouverture d'un nouveau chantier avec la réunion de groupes de travail sur l'enseignement supérieur auxquels le SNALC participe activement. Il y rappelle notamment son attachement au développement d'un enseignement supérieur de proximité en province et en banlieue qui permet aux enfants des familles les plus modestes d'y accéder. Par ailleurs, face à l'échec massif des jeunes en licence, il est le seul syndicat enseignant à préconiser une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur, gage à ses yeux d'une meilleure réussite des étudiants.

Notre objectif est ainsi de permettre à tous les élèves de réussir et aux personnels d'assurer leur mission dans de meilleures conditions. Alors que notre système

scolaire est de plus en plus inégalitaire, que l'Ecole constitue de moins en moins un ascenseur social et que nos conditions de travail ne cessent de se dégrader, trois axes majeurs guident dès lors notre action collective : faire des propositions innovantes pour améliorer le système scolaire de la maternelle à l'Université (cf. notre projet *Permettre à tous de réussir*), assurer un suivi personnalisé de votre carrière grâce au dévouement et à la pugnacité de nos nombreux élus, apporter à nos collègues de nouveaux services leur permettant d'améliorer leur quotidien (cf. les rubriques Mobisnalc et Avantages Snalc sur notre site national).

Continuateur de l'idéal de nos fondateurs, défenseur acharné des valeurs républicaines et fort du soutien que vous êtes de plus en plus nombreux à nous apporter, je m'engage donc, en tant que quatorzième Président national du SNALC, à poursuivre avec vous notre combat républicain plus que centenaire en faveur d'une Ecole plus juste et plus efficace. ■

Le président national,
François PORTZER
le 13 octobre 2017

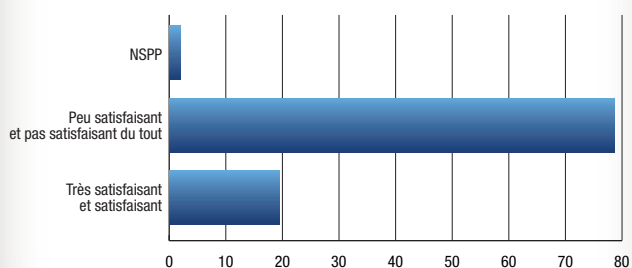
AMÉLIORATIONS DU DNB : CE QUE LE SNALC PROPOSE AU MINISTÈRE

Par **Alice EISSEN**, secrétaire nationale à la pédagogie
et **Jean-Rémi GIRARD**, vice-président du SNALC

Suite à la rencontre du nouveau DGeSco (Directeur général de l'enseignement scolaire), Jean-Marc Huart, le SNALC a procédé à une enquête auprès de ses adhérents sur le DNB et la façon dont on pourrait le rendre plus digeste. Merci à tous ceux qui ont pris le temps de répondre, vous avez contribué à la proposition que le SNALC a soumise à la DGeSco, présentée en page suivante.

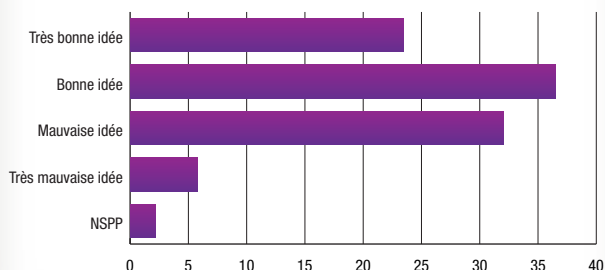
LES RÉSULTATS NE NOUS ONT PAS ÉTONNÉS vous n'êtes pas au SNALC pour rien ! Vous êtes très majoritairement insatisfaits de la nouvelle mouture du brevet (78 %), préféreriez revenir au contrôle continu (85 %), jugez que l'échelle de points utilisée actuellement pour l'évaluation du socle est bien trop généreuse (85 %), n'appréciez

COMMENT TROUVEZ-VOUS LE FONCTIONNEMENT ACTUEL DU DNB ?

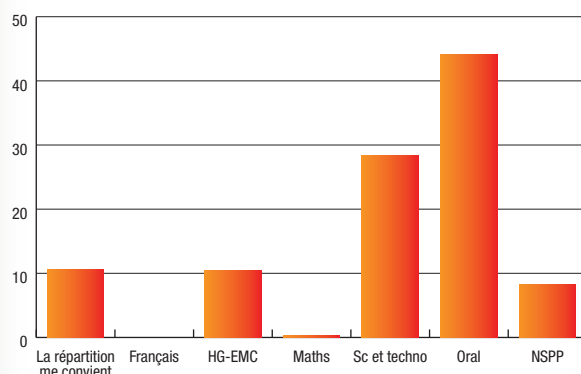


pas spécialement qu'au sein d'une même épreuve soient réunies plusieurs disciplines (77 %) et doutez de la pertinence de faire passer des oraux en groupes (82 %). Enfin, vous souhaitez très

QUE PENSEZ-VOUS D'UN DNB QUI SERAIT ATTRIBUÉ UNIQUEMENT SUR LA BASE D'ÉPREUVES TERMINALES ?



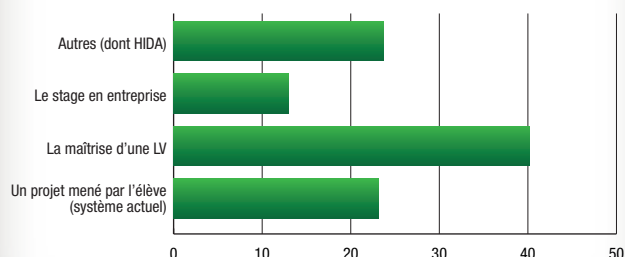
DANS LE SYSTÈME ACTUEL, CERTAINES ÉPREUVES DEVRAIENT-ELLES VALOIR MOINS DE POINTS PAR RAPPORT AUX AUTRES ?



largement que les épreuves terminales pèsent plus que le socle commun dans le DNB (84 %).

Sur l'échelle de points pour évaluer le socle, il ressort des avis un manque de progressivité. Vous jugez anormal qu'un élève qui ne fait aucun effort, rend copie blanche et est absentéiste ait le même nombre de points qu'un élève en grande difficulté qui fournit un travail. Vous ne souhaitez plus qu'une maîtrise fragile octroie la moyenne.

SUR QUOI L'ÉPREUVE ORALE DOIT-ELLE PORTER SELON VOUS ?



Concernant les épreuves terminales, pour vous, les épreuves de français et mathématiques doivent être conservées à 91 % et avoir un poids supérieur aux autres (particulièrement à l'épreuve orale). Vous souhaitez le maintien de l'épreuve orale à 91 %. De plus, 34 % d'entre vous souhaitent la disparition de l'épreuve de sciences et technologie (aucun champ disciplinaire surreprésenté dans les réponses) et vous remettez en cause le principe de tirage au sort à 78 %, la solution la plus plébiscitée étant la présence des 3 disciplines à 54 %.

Enfin, l'idée d'un DNB attribué exclusivement sur la base d'épreuves terminales est jugée plutôt mauvaise à près de 40 %.

A MINIMA	EN INTERVENANT UNIQUEMENT SUR L'ORGANISATION DES ÉPREUVES			
	<div>> Suppression du principe d'association de disciplines au sein d'une même épreuve : 5 épreuves distinctes : français, mathématiques, HG-EMC, sciences et technologie, oral</div> <div>> Epreuve orale portant sur la maîtrise d'une langue vivante et non plus sur un projet mené par l'élève au cours de l'année</div> <div>> Fin du principe de tirage au sort pour l'épreuve de sciences et technologie, examen avec 3 parties distinctes portant sur les 3 disciplines + épreuve portée à 1h30 pour assurer 30 minutes par discipline</div> <div>> Suppression de la possibilité de passer l'épreuve orale en groupe</div>			
EN ALLANT PLUS LOIN	EN INTERVENANT EN PLUS SUR LES ÉQUILIBRES			
	<div>> Chacune des 5 épreuves terminales est notée sur 100 points</div> <div>> Total pour les épreuves d'examen : sur 500 points</div> <div>> Modification de l'échelle de points utilisée pour la maîtrise du socle commun. Au lieu de 10/25/40/50, passer à 0/20/35/50</div> <div>> Total pour la maitrise du socle commun : sur 400 points</div>			
EN MODIFIANT EN PROFONDEUR	EN INTERVENANT SUR TOUS LES PARAMÈTRES, SUPPRESSION DE LA PRISE EN COMPTE DU SOCLE			
	<p>Le fait que l'évaluation du socle serve de base au système d'affectation induit des stratégies de la part de la communauté éducative visant à ce que certains élèves obtiennent certaines affectations. Nous souhaitons donc, afin de donner au DNB le maximum d'objectivité, qu'il soit dissocié de l'évaluation du socle. Ainsi, nous proposons 2 modèles possibles, l'un fondé uniquement sur des épreuves terminales, l'autre reprenant le principe de l'ancien DNB.</p>			
	DNB EN ÉPREUVES TERMINALES (HORS EPS)			
	Epreuve		Coefficient (total 20)	Horaire
	Français		5	3h
	Mathématiques		5	3h
	HG-EMC		4	2h
	Sciences et technologie		2	1h30
	LV (oral)		2	15 minutes
	EPS (contrôle continu)		2	
	Enseignement facultatif (contrôle continu)		Points > 10	
	DNB EN CONTRÔLE CONTINU (MOYENNES DISCIPLINAIRES) ET ÉPREUVES TERMINALES			
	Coefficients du contrôle continu			
	Français	2	Technologie	2
	Mathématiques	2	EPS	2
	HG-EMC	2	LV2	2
	LV1	2	Education musicale	1
	Physique-chimie	2	Arts plastiques	1
	SVT	2	Enseignement facultatif	Points > 10
	Coefficients et horaires des épreuves terminales			
	Français		5	3h
	Mathématiques		5	3h
	HG-EMC		4	2h
	Sciences et technologie		3	1h30
	LV (oral)		3	15 minutes



UN NOUVEAU SECRÉTAIRE NATIONAL À L'EPS

Par **Laurent BONNIN**, secrétaire national à l'EPS

Lors de la Commission Administrative des 19 et 20 Septembre derniers, les présidents académiques et le bureau national ont élu M. Laurent Bonnin à la fonction de secrétaire national à l'EPS.

Votre nouveau secrétaire national est profondément déterminé à promouvoir une EPS signifiante et de qualité et à défendre les intérêts des adhérents et des enseignants d'EPS qu'il souhaite fédérer autour d'un projet original et pertinent, soucieux de leurs revendications.

Une EPS signifiante, pour les élèves, les familles et les enseignants, est une EPS qui ne peut se trouver noyée, comme elle le devient actuellement, dans une évaluation disparate de compétences communes à l'ensemble des disciplines, concourant indifféremment à l'attribution

du socle commun et du Diplôme national du brevet, dont les modalités doivent être revues et corrigées.

Une EPS signifiante, c'est aussi une EPS dotée de véritables programmes permettant de guider nos interventions dans un sens commun, tout en préservant notre liberté pédagogique.

Une EPS de qualité, c'est une EPS qui propose aux élèves une gamme ouverte et étendue d'activités physiques, non exclusivement sportives ou fédéralisées, en s'émancipant du carcan des quatre champs d'apprentissage, classification partielle et partielle imposée par les derniers programmes du collège.

Une EPS de qualité, c'est un enseignement qui ne peut correctement s'exercer sans une mise à disposition effective

de structures d'accueil indispensables à notre pratique (gymnases, piscines, stades, salles spécifiques...).

Une EPS de qualité, c'est enfin une éducation DU physique, et non seulement une éducation PAR le physique, qui donne priorité au temps de la pratique, à la motricité, sur celui de la réflexion, de la méthodologie, de la verbalisation et des évaluations multiples... pour permettre avant tout aux élèves d'agir, de s'exercer, de développer leurs capacités physiques et de stabiliser de réels apprentissages moteurs.

Votre nouveau secrétaire national sera attentif à vos intérêts d'adhérents et d'enseignants d'EPS, et particulièrement sensible à l'évolution de vos rémunérations (salaires, IMP) et plans de carrière, vos conditions de travail et de santé et ainsi qu'à vos revendications.

Comme l'ensemble des élus du SNALC, et en relation avec les commissaires paritaires concernés, il suivra de très près la mise du œuvre du PPCR (Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations) concernant les changements d'échelon, les passages à la hors-classe et à la nouvelle classe exceptionnelle, mais aussi l'évolution du gel du point d'indice et la distribution des IMP en relation avec les missions et les responsabilités exercées.

Il sera attentif à vos conditions de travail et de santé et il s'investit d'ores et déjà avec Maxime Reppert, membre du bureau national et président académique du SNALC-Dijon, sur le dossier concernant la souffrance des personnels au travail, en portant un regard spécifique sur les problématiques liées à l'enseignement et aux enseignants d'EPS.

**VOTRE NOUVEAU
SECRÉTAIRE NATIONAL
EST PROFONDEMENT
DÉTERMINÉ À PROMOUVOIR
UNE EPS SIGNIFIANTE
ET DE QUALITÉ ET
À DÉFENDRE LES INTÉRÊTS
DE NOS ADHÉRENTS ET
DES ENSEIGNANTS D'EPS**

Enfin, il a le désir de prendre en compte vos besoins et à vos revendications et il s'adressera prochainement à chacun d'entre vous, ainsi qu'à l'ensemble des présidents académiques, vous pour faire un état des lieux de

vos situation, et de celle de l'EPS, en vue d'affiner le projet porté par le Snalc pour votre discipline.

A votre écoute, fédérateur et défenseur de vos intérêts,
Pour une EPS autrement...

eps@snalc.fr ■

LE SNALC FAIT ENTENDRE SA VOIX DANS LE SUPÉRIEUR

Par **Alice EISSEN**, secrétaire nationale à la pédagogie,
Jean-Rémi GIRARD, vice-président du SNALC
et **Anne-Marie LE GALLO-PILEAU**,
secrétaire nationale à l'enseignement professionnel
et technologique, représentante du SNALC au CNEE

De mi-septembre à mi-octobre, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a organisé une consultation sur le premier cycle universitaire et la liaison entre lycée et accès au supérieur.

Le SNALC y a défendu son projet d'articulation entre second degré et supérieur, présenté dans notre ouvrage *Permettre à tous de réussir*, tout comme l'importance qu'il attache au principe de formations de proximité telles qu'elles existent actuellement en France. Le maître mot de ces consultations aura bien été « sélection », transformé pour éviter de heurter certaines sensibilités en « prérequis ». Néanmoins la question était clairement posée : doit-on, pour assurer de meilleures chances de réussite et mettre fin au tirage au sort, mettre en place une sélection à l'entrée en licence ? Pour le SNALC, la réponse est oui. Est-il si étonnant que les licences, qui sont les seules formations du supérieur à ne pas pouvoir opérer de sélection de ses étudiants, aient les taux de réussite les plus faibles ?

Le bac doit rester le sésame d'entrée dans le supérieur mais il faut également instaurer une plus grande cohérence entre les enseignements suivis en lycée et les licences demandées par les élèves. Ce n'est qu'en s'assurant que les élèves ont les connaissances et compétences nécessaires pour poursuivre dans telle ou telle voie que nous abaisserons ce fameux taux d'échec en licence. Mais c'est bien un travail de réflexion conjoint entre second degré et supérieur qui doit être mené de front : il faut réformer dans une logique d'articulation le lycée, le bac et l'accès au supérieur.

D'autre part, rappelons que les accords de Bologne, datant de 1999, ont défini au niveau de l'Union Européenne le schéma Licence/Master/Doctorat (LMD). C'est sur ce schéma que les premier et second cycles universitaires ont déjà fait l'objet de transformations. Néanmoins, nos formations spécifiques à bac +2 que sont les BTS, BMA (brevets des métiers d'art), IUT



et CPGE, subissent des pressions pour rentrer dans le moule. Le SNALC s'oppose à leur allongement : en l'état, ce sont des formations de qualité.

Pour conclure, nous gagnerions en cohérence avec un lycée repensé en tronc commun et choix de majeures et de mineures, avec un bac dont les épreuves terminales

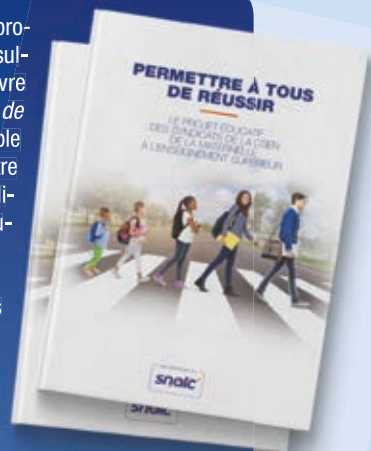
ne portent que sur ces majeures et mineures, avec un supérieur qui précise pour chaque formation quelles disciplines sont indispensables et avec une APB qui assure la cohérence entre résultats au bac et exigences du supérieur - sans pour autant fermer toutes les portes, et en permettant de rattraper les erreurs de parcours via des propédeutiques et des examens d'entrée. ■

LYCÉE ET BAC : CHANGEMENTS EN PERSPECTIVE

Après l'Enseignement supérieur, c'est au tour de l'Éducation nationale de lancer sa consultation. Cette dernière devrait débiter fin octobre, et aboutir à des textes réglementaires au mois de mars. Le SNALC a bien entendu insisté sur la nécessité que les deux ministères communiquent entre eux afin d'assurer que les changements soient concertés. Nous défendrons notre vision d'un lycée qui maintient les trois voies (générale, technologique, professionnelle), mais permet aux élèves de faire des choix dès la seconde GT (avec un système de majeures et de mineures) et restaure de véritables parcours en 4 ans au lycée profes-

sionnel. Toutes nos propositions sont consultables dans notre livre *Permettre à tous de réussir* (téléchargeable gratuitement sur notre site : rubrique Publications > Autres Publications).

Nous vous tiendrons régulièrement au courant des avancées, car des modifications pourraient avoir lieu dès la rentrée prochaine. En effet, pour créer un nouveau Baccalauréat en 2021, il faudra logiquement modifier la terminale en 2020, la première en 2019, et la seconde... en 2018 ! ■



PLAIDOYER POUR UN RETOUR À L'HUMAIN

Par **Hervé GARLET**, vice-président du SNALC de l'académie de Toulouse et professeur agrégé et **Edgar ZEIDLER**, professeur agrégé de l'académie de Strasbourg

De plus en plus d'établissements scolaires des 1^{er} et 2nd degrés, passent au «tout numérique». Adieu livres, cahiers et maîtres ?

Que restera-t-il des vertus de l'éducation et de l'enseignement si la numérisation devait s'en emparer ? Des élèves constamment radioscopés, transparents, mis sous tutelle de logiciels destinés à les formater pour les besoins de l'économie ; des classes où l'entité socialisante aura quasiment disparu, où le vis-à-vis social se réduira à un écran parlant piloté par des algorithmes.

Ceux qui savent ne s'y trompent pas, tels ces patrons de **Google et d'Apple** qui inscrivent leurs enfants dans les écoles Waldorf non connectées (**New York Time**, 24 octobre 2011, David Gardner).

L'illettrisme frappe 9 % de la population et 20 % à l'entrée en sixième (Datièle

Sallenave, Académie française, 20 décembre 2012). Le recul de la lecture est général. Le taux d'enfants allemands n'ayant jamais eu un livre entre les mains était de 7 % en 2005, 17 % en 2007, 25 % en 2014 (MPFS 2013, 2014). «*Jeux vidéos et autres loisirs numériques dès le plus jeune âge ont dévalorisé la lecture aux yeux des jeunes*» (**AgoraVox**, 12 décembre 2013) et exposent l'enfant et l'ado à une sur-stimulation permanente entraînant des troubles du sommeil et des difficultés croissantes à fixer l'attention. Cette génération est exposée comme aucune autre à des prévalences pour des dépendances, des troubles d'apprentissage et de comportement. Le psychiatre et thérapeute des médias, Bert te Wildt, décrit dans son ouvrage «**Digital Junkies** 03.2017 » (Toxicomanes du numérique) le smartphone comme un **produit addictif et une drogue passerelle**.

Autre problème de santé publique : les adolescents et les jeunes adultes voient de moins en moins bien. C'est ce que révèle le baromètre 2017 de la santé visuelle réalisé par Opinion Way pour l'Asnav. En cause ? La surexposition aux écrans. Avec le tout numérique à l'école, nul besoin d'être « visionnaire » ! Cette situation ne pourra que s'aggraver !

Mutisme ? D'après les enquêtes internationales, les jeunes Français sont avanderniers en Europe en apprentissage de langues étrangères – juste devant les Anglais ! (**Le monde de l'Éducation**, 22.07.2012). Une étude américaine présentée au Congrès des pédiatres américains de 2017 établit le lien existant entre l'inhibition de l'acquisition du langage et le temps passé aux médias numériques.

Remplacer les manuels scolaires par des smartphones ou des tablettes revient à équiper chaque élève d'un super espion. Les données collectées par ceux qui les analysent permettent de suivre en continu des

informations relatives à chaque individu et abrogent la sphère privée. Des générations de lycéens et de collégiens grandiront dans une démocratie d'un nouveau type, celle de la surveillance absolue que Harald Welzer qualifie en 2016 de «*smart dictature*.»

Les spécifications des logiciels exigent des compétences programmées d'avance. On enseigne un comportement. Sous couvert d'enseignement individualisé grâce à la technologie du numérique, on tente de dissimuler que «la technologie cause plus de dégâts que d'avantages dans nos écoles» (Andreas Schleicher, chef du programme PISA de l'OCDE).

La main de l'élève manipule la machine. En apparence. La réalité est bien différente : la machine accepte ou refuse ce que la main tape. Si ce n'est dans la machine, cela n'existe pas. Les élèves et leurs professeurs **rétrogradés au rang d'animateurs** ont la même liberté que les trois boules de billard : **celle de rouler sans sortir du cadre**.

Lorsque la main aura acquis la «compétence» d'obéir à toutes ces machines, que restera-t-il du cerveau qu'elle façonnait autant qu'il la conduisait génération après génération ? Nous retrouvons ici la dialectique du maître et de l'esclave : se croit le maître celui qui tape sur le clavier mais en réalité, il obéit au clavier qui ne tolère rien qui ne soit déjà tout tracé, arrêté, défini.

La machine dûment programmée a prévu des milliards de situations, mais elle semble malgré tout très loin des possibilités infinies qui nous habitent : intuitions, rêves, projets, émotions, enthousiasme, foi, spiritualité, créativité, génie, amour, empathie... Mais : ne parle-t-on pas de la plasticité du «cerveau» de la machine à cet égard, d'intelligence artificielle désormais supérieure à celle de l'Humain ? «*Celui qui deviendra leader en ce domaine, sera le maître du monde*» (V. Poutine, 5 septembre 2017).

Nous ne sommes pas contre l'emploi raisonné d'outils nouveaux quand ils peuvent apporter un plus à l'enseignement traditionnel. Bien au contraire !

Mais nous nous élevons contre toute tentative de captation, d'asservissement de la pensée par les médias numériques et leurs promoteurs. Nous lutterons contre toute tentative de prise de contrôle numérique des systèmes d'enseignement et de leurs contenus. ■

Vous trouverez la version complète de cet article sur notre site adresse www.snalc.fr/national/article/3277/



GRAVES CONSÉQUENCES DES SUPPRESSIONS DES EMPLOIS DE VIE SCOLAIRE DANS LE PREMIER DEGRÉ

Par **Ghislaine SPENLÉ**, directrice d'école et responsable nationale des Écoles européennes

A l'heure où le SNALC et la grande majorité des directeurs d'école revendiquent la reconnaissance de leur métier, nous sommes renvoyés, comme des gueux, à des temps moyenâgeux. La suppression des Employés de Vie Scolaire a été ordonnée, sans état d'âme, car le précédent gouvernement n'aurait pas budgété ces emplois. Aucune réflexion n'a été engagée en amont quant aux nombreuses conséquences d'une telle décision sur la qualité du service public et sur l'impact sur la vie professionnelle des directeurs et de leurs adjoints.

Il serait vain de lister la multitude des tâches qu'exécute chaque jour les directeurs et directrices du 1^{er} degré. Toujours est-il que sans Employé de Vie Scolaire, pendant le temps de classe, plus personne n'ira répondre au téléphone, ouvrir et fermer le portail à toute heure, prendre soin des enfants malades, répondre aux multiples sollicitations de la communauté éducative... car les directeurs, pour la très grande majorité d'entre eux, sont en classe et lorsque leur journée d'enseignement se termine, ils corrigent leurs cahiers puis, préparent la journée du lendemain. Et ce n'est qu'après avoir effectué toutes ces tâches qu'ils peuvent prendre en charge leur travail de direction auquel la suppression des EVS rajoute une nouvelle charge, celle de pallier l'incapacité de l'État à engager une véritable réforme. Finalement, on a l'école qu'on mérite : où est la bienveillance dans une telle décision qui impactera toute la communauté éducative, directeurs, enseignants, parents, enfants ? Qu'en est-il de l'allègement de la charge de travail des directeurs ? C'est la double peine : on continue à charger la barque, témoin le nouveau PPMS atten-

tat, l'enquête sur la rentrée en Musique et on nous retire des moyens. Est-ce ça le progrès ?

Nous sommes invités à patienter au prétexte que « nous » allons « ensemble » révolutionner l'enseignement primaire. Toutefois, le SNALC constate que nos nouveaux dirigeants ont pris le train tout seuls en laissant à quai tous ses usagers. Comment peut-on faire à ce point fi de l'avis et de l'expérience des professionnels du terrain ? Il est impossible de reconstruire ce service public qui s'effondre sur lui-même, écrasé par le poids des réformes d'alternance, en l'absence d'une relation de confiance et de reconnaissance avec ses principaux acteurs. Le SNALC se fait le porte-parole de tous les

professionnels qui auront à souffrir de la suppression des EVS et il invite Monsieur le Ministre à entendre les acteurs de terrain afin de véritablement construire ensemble l'Education nationale du futur ! ■

P É T I T I O N

NON À LA SUPPRESSION DES EVS DE DIRECTION

snalc.fr/national/article/3204/



© iStock - andres

BUDGET DE LA FRANCE : NON ! CE N'EST PAS LE SERVICE PUBLIC QUI LE DÉVORE !

Par **Albert-Jean MOUGIN**, vice-président du SNALC-FGAF

Le ministère de l'Economie et des Finances a présenté le mercredi 27 septembre son budget pour l'année prochaine. Le caractérisent la réduction du déficit, les inégales baisses d'impôts et autres prélèvements, et bien sûr les coupes budgétaires. Point clé du projet de loi de finances 2018, selon le gouvernement, le déficit public devrait refluer l'an prochain à 2,6 % du PIB après 2,9 % en 2017. Cette baisse consacrerait, nous-dit-on, le retour de la France dans le camp des justes, selon les Tables de la loi budgétaire européennes. Pour le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, la France pourrait « sortir de la procédure de déficit public excessif » dans laquelle elle se trouve depuis 2009 et « retrouver de la crédibilité » auprès de ses partenaires européens. Ombre au tableau, le niveau du « déficit structurel », c'est-à-dire le déficit calculé sans l'effet de la conjoncture, ne sera réduit que de 0,1 point de PIB l'an prochain, loin du 0,5 point voulu par les règles européennes. Ainsi devrions-nous nous attendre au pire, fonctionnaires féaux d'un Etat qui, depuis des décennies, utilise ceux qui le servent quotidiennement dans les plus humbles et les plus nobles tâches, comme constant moyen d'économies.

Publiée début juillet, une note du très sérieux Conseil d'analyse économique (1) met en cause une logique simpliste, dont les effets cumulés ont prouvé leur toxicité sociale, et dont il est urgent de sortir. Si l'Etat dépense trop, ce n'est pas le service public qui lui coûte.

Au bout de six ans de gel des traitements de la Fonction publique, les serviteurs de l'Etat que nous sommes auront revécu la situation des années 1981 à 1986. C'est un nouveau palier dans l'appauvrissement. Si la Fonction d'Etat dans son entier est perdante, le professorat et le service de l'Ecole en général se caractérisent par une vertigineuse diminution des rémunérations. **Un professeur qui entre dans la carrière en 2017 est payé 1,3 fois le SMIC seulement, après avoir été au plus bas (1,16 fois le SMIC) au nouveau millénaire commençant. En 1986, il gagnait 1,86 fois le salaire minimum interprofessionnel de croissance et 2,5 fois en 1981.** Une étude de mars 2007, à juste titre souvent citée, avait été consacrée par la *Revue d'Economie politique* (2) à l'évolution de nos traitements entre 1960 et 2004 dont elle reconstituait les grilles indiciaires, échelon par échelon. Elle prouvait que **la valeur des carrières des professeurs du secondaire et des professeurs des universités, définie comme somme actualisée des traitements nets réels sur le cycle de vie professionnelle, avait baissé d'environ 20 % en 25 ans.** Elle démontrait que cette baisse avait été causée par l'érosion de 15 % de la valeur réelle du point d'indice et par l'alourdissement des cotisations obligatoires durant la période considérée.

L'un de ses auteurs, Robert Gary-Bobo, dans les colonnes du Monde du 07 février 2014, actualisait ces données dix ans après. Constatant que le pouvoir d'achat du traitement net des professeurs recule de 0,8 % l'an, il ajoutait qu'« **en 2014, pour que les enseignants retrouvent, durant leur cycle de carrière, les mêmes espérances de gain que leurs aînés recrutés en 1981, il faudrait revaloriser les traitements d'au moins 40 %** ». Trois ans ont passé, et passée une brève embellie, l'ère glaciaire du point d'indice se poursuit, assortie d'un PPCR trompeur immobilisé, qui fige aussi les carrières. L'Etat ruse à nouveau, agitant les contraintes d'un déficit que la Fonction publique n'a pas participé à creuser, nous allons le voir.

EN FINIR AVEC LE « RABOT » ET L'EUROPE DES CROQUEMITAINES

Tout l'intérêt des récents travaux du Conseil d'analyse économique, à la présentation desquels le SNALC a été convié, est de remettre en cause l'équation facile qui pose que le fonctionariat pèse majoritairement sur les dépenses. Elle a en effet inspiré une politique du « rabot », de réduction uniforme de tous les services, se traduisant par le « non remplacement » d'un départ en retraite sur deux, par exemple. Il ne faut plus la suivre. Le coût est ensuite fort quand il faut revenir sur la coupe aveugle, lorsque le mal social est fait.

La note présentée par Xavier Ragot a d'abord le mérite de poser que « redresser nos finances publiques ne relève pas principalement d'un engagement européen », contrairement à ce qu'on en dit. Si l'Europe n'a été dans la justification des choix que l'habituel croquemite, il s'agit en réalité de donner à l'Etat français des marges de manœuvre pour investir dans des domaines « porteurs de croissance », assurer des interventions publiques efficaces, limiter le poids de l'impôt pour ne pas décourager les talents, ce en maintenant les protections sociales et aider les plus vulnérables à affronter les changements en cours. Or la hausse de nos dépenses publiques est constante depuis 1974. Si l'on cumule tous les niveaux d'administration, les dépenses publiques atteignent la moitié du PIB en 2015. Seuls le Danemark et la Finlande font autant que la France parmi les pays de l'OCDE. Pour le coup, la comparaison internationale alors s'impose, et suivre la mode du « benchmarking », copié à l'envie et à plus ou moins bons effets, de l'invention mercatique de... Xerox voici une trentaine d'années, pour une fois c'est bien venu.

UN EMPLOI PUBLIC DANS LA MOYENNE DES PAYS DEVELOPPES ET AU COUT STATIONNAIRE

Premier constat, la France est dans la juste moyenne pour la part de son emploi public dans l'emploi total. Avec moins de 20 %, elle est ainsi très en dessous des pays scandinaves, derrière le Canada (21 %) ou le Royaume-Uni (24 %), et si l'Allemagne est à 15 %, c'est parce que l'enseignement y relève de ses landes et entre différemment dans les calculs. Il faut reconnaître aussi cette évidence : la masse salariale de la fonction publique en proportion du PIB a très peu crû ces trente dernières années. Incluant les pensions de retraite, elle représentait 12,9 % du PIB en 2015, en hausse seulement de 0,4 % depuis 1980. Hormis les pensions, à l'inflation conditionnée par la fâcheuse tendance que nous avons à mourir moins jeunes, la hausse n'est que de 0,1 % : rien. Toute réduction de fait de nos rémunérations a visiblement constitué un bénéfice pur pour l'Etat. Ce point méritera d'être plus tard abordé. Nous savons, pour ce



qui tient à notre métier, que d'une certaine façon les acteurs de la massification de l'enseignement secondaire ont payé sa réalisation.

Deuxième constat, à l'évidence la France réalise plus de dépenses publiques que les autres nations. Si notre pays est dans une position « moyenne » au sein de l'OCDE, vis-à-vis de son emploi public, si la masse salariale qu'il représente n'a proportionnellement pas crû dans les trente-cinq dernières années, comment expliquer le niveau nettement plus haut de ses dépenses publiques ? Il est certain que la réalisation de la décentralisation pèse dans notre balance. Quand les dépenses des administrations centrales sont passées de 19 % du PIB en 1978, à 20 % en 2014, celles des administrations locales ont, elles, crû de 7 à 11 %. Mais les deux tiers du surcroît des dépenses publiques en France viennent de la sphère sociale, la protection sociale et la santé représentant 5,5 points du PIB de plus en France qu'en moyenne

dans la zone euro. Historiquement, la France se caractérise en effet par un haut degré de « socialisation du risque ». Il convient aussi de souligner un élément généralement moins mis en évidence. Au-delà des dépenses sociales, « la fonction des affaires économiques se démarque », souligne le rapport. Nous le citons : « Ce poste, qui regroupe les aides aux entreprises pèse plus lourd en France en raison notamment des crédits d'impôts (Crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi), qui sont désormais considérés comme des dépenses », la libre entreprise étant dans certains cas garantie par l'Etat.

Très simplement la « note » du CAE souligne que, en regard des moyens de la Fonction publique, la stratégie du « rabot » a montré ses limites et engendre des effets pervers,

d'abord les difficultés de recrutement, ensuite les carences de ses équipements. La dégradation de nos conditions d'exercice est directement liée à l'incertitude de décisions politiques anciennes et répétées, cumulant des orientations contradictoires, et finalement répondant par des choix simplistes hérités de Courte-line : haro ! sur le « rond-de-cuir » et sur « le prof aux vacances interminables ». Ils ne sont plus tenables.

Favorable aux orientations pédagogiques et scolaires qu'a clairement annoncées le ministre de l'Education nationale et où la démagogie ne trouve plus sa place, le SNALC affirme qu'une réflexion doit être engagée sur les conditions de la revalorisation matérielle et morale des corps professoraux, d'encadrement et de service d'un ministère qui représente la moitié des emplois civils de l'Etat. Il considère que le même courage et la même honnêteté peuvent être mis à considérer la nécessité de rendre aux hommes une rétribution à la hauteur des exigences que leurs missions supposent, avec la force et la vigueur de l'inconvénance : celle de dépasser les lieux communs. ■

COMMUNIQUÉ PRESSE

COUR DES COMPTES : GÉRER MES ENSEIGNANTS MOINS BIEN

- Le **SNALC-FGAF** a pris connaissance du rapport de la Cour des comptes « Gérer les enseignants autrement - Une réforme qui reste à faire ».
- Le **SNALC-FGAF** se félicite que la Cour des comptes reconnaisse le « manque d'attractivité persistant du métier d'enseignant ».
- Le **SNALC-FGAF** s'étonne donc que les préconisations de la Cour des comptes visent à le rendre encore moins attractif. ■

Par **Jean-Rémi GIRARD**, vice-président du SNALC-FGAF
Paris, le 4 octobre 2017

(1) Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission « d'éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ». Le CAE est une instance pluraliste composée d'économistes professionnels reconnus et de sensibilités diverses (Décret n°97-766 du 22 juillet 1997). Il comporte des membres nommés à titre personnel pour leurs travaux de recherche en économie et des correspondants venant plutôt du secteur économique des entreprises. Ils ne perçoivent aucune rémunération pour leur participation au Conseil. Ils s'engagent sur une charte de déontologie pour rendre plus visibles leurs différentes activités. <http://www.cae-eco.fr>

(2) Créée en 1887, la *Revue d'Economie Politique* a accompagné depuis lors l'évolution et les mutations de l'analyse économique. Elle entend continuer à jouer un rôle important dans la diffusion des résultats de la recherche économique française et internationale. La *Revue d'Economie Politique* est publiée par les Editions Dalloz, 31-35 rue Froidevaux, 75685 Paris cedex 14. Les sommaires et les articles des derniers numéros sont accessibles sur le site des revues Dalloz. La *Revue* est également accessible sur le site CAIRN de revues francophones. <https://www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2007-3-p-323.htm>

ENFANTS INTELLECTUELLEMENT PRÉCOCES

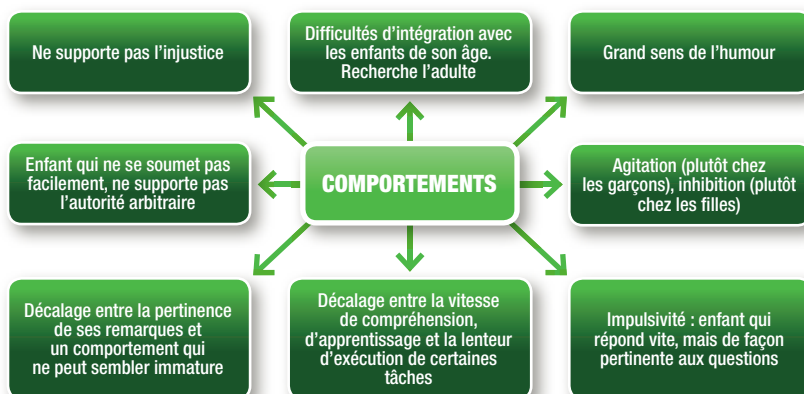
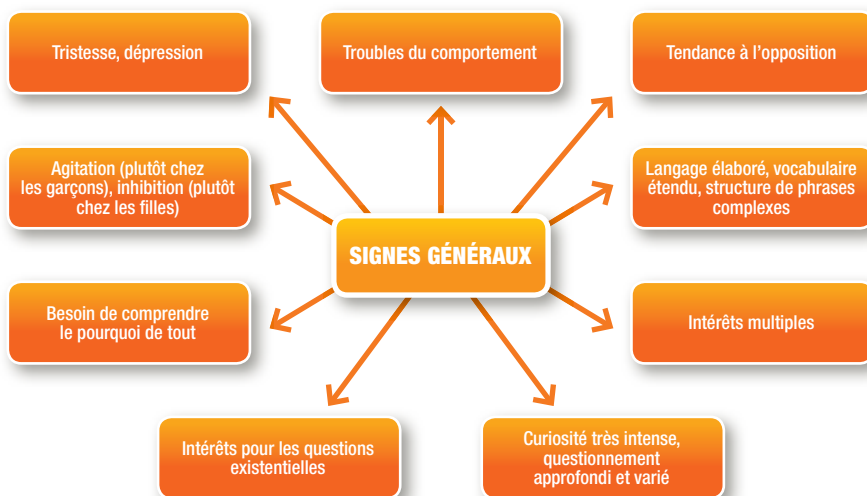
Par **Aurore BENOSA**, responsable nationale AESH

Le SNALC se propose de vous informer sur ces élèves à besoins éducatifs particuliers que nous rencontrons de plus en plus dans nos classes. Il ne s'agit pas pour nous d'établir des prescriptions mais de vous fournir un certain nombre de données scientifiques et de pistes de réflexion pédagogiques.

Si un grand nombre d'élèves intellectuellement précoces poursuit une scolarité normale (environ 1/3), certains peuvent rencontrer des difficultés passagères ou durables pouvant aller jusqu'à l'échec scolaire ou l'échec personnel (2/3). Un repérage précoce et un aménagement pédagogique adapté diminuent ce risque. Ces enfants représentent environ 1,25 % des élèves (données Education Nationale) et sont considérés EIP à partir d'un $QI \geq 130$. Ils peuvent également avoir des troubles spécifiques des apprentissages (50 %) et de l'attention, mais la précocité peut les « compenser » faisant apparaître l'élève dans la « moyenne ».

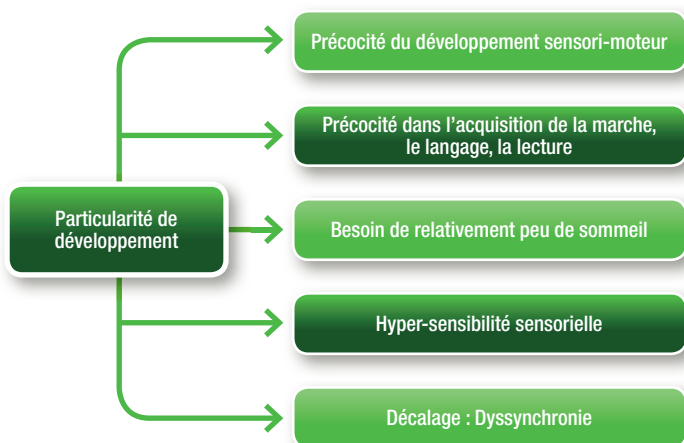
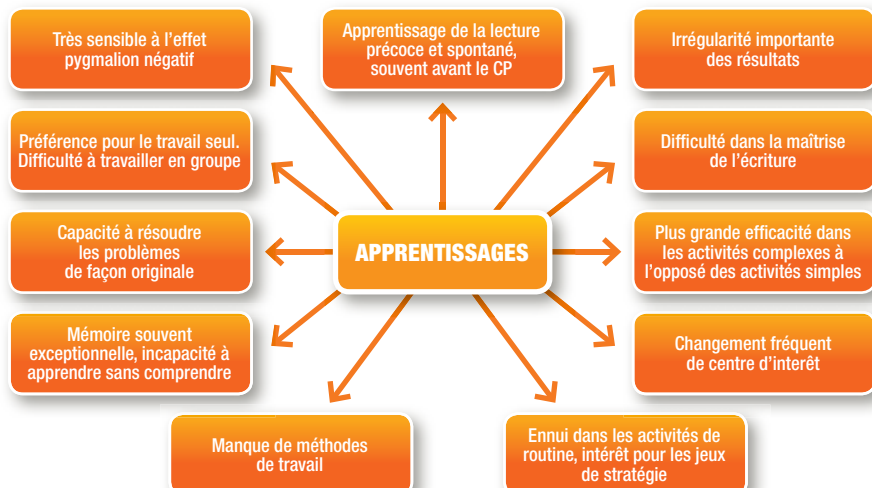
LES SIGNES D'APPEL :

C'est la conjonction de plusieurs signes qui doit attirer l'attention et amener la question d'une éventuelle précocité.



LEUR FONCTIONNEMENT PARTICULIER

Un élève brillant n'est pas forcément précoce et inversement. L'EIP se caractérise avant tout par un fonctionnement cognitif spécifique qui entraîne des particularités importantes dans les processus de compréhension, d'apprentissage mais aussi d'attention et ce tout au long de leur vie. Ces élèves qui ont une maturation cognitive accélérée sont **des neurodroids** : l'hémisphère cérébral droit traite les informations de manière globale, simultanée, sans hiérarchie : l'élève est gêné pour réaliser les tâches les unes après les autres alors qu'il lui est plus facile d'effectuer plusieurs activités simultanément.



Le cerveau droit est également le siège de la gestion des émotions, de la créativité et de l'intuition : ils peuvent répondre rapidement comme une évidence, avoir une curiosité sans limite.

Les EIP ont une **arborescence de pensée** : ils font les liens immédiatement entre différents éléments, qui n'ont parfois rien à voir en apparence, et peuvent en tirer une solution. C'est l'intelligence des découvreurs (Ex : *Élève qui « devine » une règle, qui apprend à lire en observant*). L'impossibilité d'explicitier un raisonnement, et même d'en être conscient, peut engendrer une incompréhension et des difficultés.

La Dyssynchronie interne, intrinsèque à l'EIP (décalage entre intelligence et psychomotricité d'une part et entre intelligence et affectivité d'autre part) a pour conséquence la dyssynchronie sociale.

A L'ÉCOLE	AUX PARENTS	AUX AUTRES ENFANTS
Le fonctionnement standardisé considère l'âge civil avant le stade de développement intellectuel atteint réellement par l'enfant, ce qui induit une sous-stimulation de l'enfant, l'effet pygmalion négatif .	Hyper maturité intellectuelle - tentative de maîtrise intellectuelle - besoin de raisonner, d'argumenter - refus des consignes - opposition.	Précocité du langage - désintérêt pour les pairs, intérêt pour les adultes - surinvestissement intellectuel - désintérêt pour les sports courants, perte de la spontanéité - anticonformisme - atteinte de l'estime de soi.

LES POSSIBILITÉS DE STRATÉGIES :

1) Parcours adaptés

- Mise en place de dispositifs adaptés : le programme personnalisé de réussite éducative (PPRE), le plan d'accompagnement personnalisé (PAP).
- Approfondissement et enrichissement des matières où l'élève excelle : faire des liens, élargir la réflexion, ajouter des paramètres.
- Accélération du parcours scolaire (saut de classe, décloisonnement).

2) Pédagogie adaptée articulée autour de cinq points

- Tenter de prendre en compte leur différence (ne pas pénaliser l'élève qui a besoin de faire plusieurs choses en même

temps, utiliser l'humour pour dédramatiser une situation...)

- Optimiser leur socialisation (canaliser leur expression orale, de même que la relation exclusive avec l'enseignant, les aider à participer aux sports collectifs malgré leur maladresse...)
- Leur enseigner des méthodes, structurer pensée et langage (apprendre à ordonner, synthétiser et argumenter, acquérir des stratégies d'apprentissage et de mémorisation, analyser des consignes, comprendre l'implicite, faire des choix, travailler la métacognition...)
- « Nourrir » leur intellect, exploiter leurs ressources (en jouant sur l'émulation,

leur goût pour la recherche de leurs propres limites, proposer des situations favorisant l'autonomie.)

- Lutter contre l'ennui en classe, contre la facilité (ne pas donner « plus » de travail mais des tâches différentes, varier les stratégies d'approches des connaissances, complexifier les exercices...)

En théorie, il y a un référent EIP dans chaque académie. Il est l'interlocuteur privilégié pour les parents et la communauté éducative. De plus, certains établissements se sont positionnés dans l'accueil et la mise en place de dispositifs particuliers permettant la personnalisation des parcours des enfants intellectuellement précoces. ■

AESH LE SNALC REÇU AU MINISTÈRE

Par **Aurore BENOSA**, responsable nationale AESH

Par **Philippe FREY**, membre du Bureau national chargé des contractuels

Une délégation du SNALC-FGAF conduite par son président national, François PORTZER, accompagné d'Aurore BENOSA et Philippe FREY, a été reçue au ministère par madame BOUHRIS, conseillère sociale auprès du ministre le 21 septembre dernier.

L'objet de l'audience était d'une part, faire le constat des difficultés rencontrées par nos collègues AESH au quotidien et d'autre part, faire des propositions de nature à améliorer leurs conditions d'emploi, en vue d'une plus grande professionnalisation de leur métier.

Nous avons également remis à madame BOUHRIS la pétition lancée par le SNALC pour la création d'un métier d'accompagnant d'élèves en situation de handicap sous le statut de la fonction publique qui a recueilli plus de 15 000 signatures (12 419 électroniques et 2 803 en version papier) d'AESH, enseignants, parents.

Le SNALC a fait également part de son souhait de participer au groupe de travail sur la professionnalisation des AESH, prévu prochainement.

Enfin, le SNALC tient à souligner la qualité d'écoute et de dialogue de Mme la Conseillère lors de cet échange.

LES PROBLÈMES CONSTATÉS ET LES REMONTÉES :

- Les contrats de travail : la diversité des statuts et des contrats pose des difficultés dans l'interprétation faite par les employeurs. La diminution des contrats CAE-CUI à cette rentrée a entraîné des difficultés pour l'accompagnement des élèves en situation de handicap dans de nombreuses académies et a accentué la précarité de ces personnels.
- Le non-respect généralisé de l'article 7 du décret 2014-724 pour les contrats de droit public, en annualisant sur 36 semaines au lieu des 39 semaines minimales du décret, entraîne une baisse de salaire d'environ 10 %.
- La diversité des pratiques de gestion et d'emploi, notamment en termes de formation :
 1. Dans certaines académies, suivant le type de contrat, les accompagnants n'ont pas accès aux mêmes formations spécifiques au handicap ; les contrats CAE-CUI ne peuvent pas en

bénéficier. De même, les contrats de droit privé se voient souvent refuser une participation financière pour la formation d'insertion professionnelle et parfois même l'employeur ne propose aucune formation.

2. Un manque d'information sur la VAE.
 3. Un manque de lisibilité pour identifier les interlocuteurs au niveau des services du rectorat.
 4. Au niveau des gestions d'affectations et de suivis d'élèves, des incohérences sont à noter (pas de continuité du suivi de l'élève, affectation géographique éloignée du domicile).
- Les personnels ayant une RQTH en contrat CAE-CUI doivent souvent attendre 11 ans avant de décrocher un CDI. En outre, nous constatons qu'avant de leur proposer un contrat CDD (normalement au bout de deux ans) l'administration attend souvent l'épuisement des droits à 5 ans, ce qui est discriminatoire.
 - Avec de bas revenus, les frais de déplacement sont importants et le régime du remboursement des frais inadapté. En l'absence de transport en commun, les accompagnants exerçant dans un unique établissement et utilisant leur véhicule personnel ne perçoivent aucun frais de déplacement.
 - L'entretien professionnel, dont les modalités d'organisation et les critères sont définis par l'arrêté du 27 juin 2014, comporte une expertise des compétences profes-

sionnelles et de la technicité. La plupart du temps, l'entretien dans le premier degré est effectué par le directeur d'école et non par l'IEN compétent comme prévu par l'article 1 de l'arrêté. Souvent, les évaluateurs n'ont pas la compétence requise pour juger de la technicité.

- Le niveau de certification du DEAES (niveau V) n'est pas adapté au niveau de la fonction. Jusqu'en 2014, le niveau baccalauréat était requis. Un accompagnant doit pouvoir suivre un élève aussi bien en primaire qu'au lycée. Il nous semble important d'avoir un certain niveau de compétences pour analyser et s'adapter aux diverses situations rencontrées.

LES PROPOSITIONS DU SNALC :

A court terme :

- La transformation de tous les contrats CAE-CUI d'accompagnant d'élèves en situation de handicap en CDD de droit public.
- L'unicité des contrats de droit public.
- L'arrêt des recrutements en contrat CAE-CUI pour les accompagnants.
- L'application stricte de l'article 7 du décret 2014-724 (annualisation sur un minimum de 39 semaines).
- Une gestion plus fine des affectations géographiques permettant une réduction des déplacements des agents et donc de leurs frais.
- Une harmonisation définie par un cadre national des pratiques académiques en termes de formation et de gestion des ressources humaines.
- Une bienveillance dans le traitement des dossiers des collègues ayant une RQTH dans le passage en contrat de droit public.

A moyen terme :

La mise en place d'une évaluation des pratiques professionnelles et de la technicité faite par un référent handicap lors de l'entretien professionnel avec l'IEN compétent ou le chef d'établissement.

A long terme :

La création d'un métier d'accompagnant d'élèves en situation de handicap sous le statut de la fonction publique (nouveau corps de fonctionnaires de catégorie B) accessible par concours de recrutement niveau baccalauréat, avec des formations sur les divers handicaps permettant à ces personnels de s'adapter aux diverses situations. ■

PROFESSEUR OU... TEACHER ?

Par **Loïc VATIN**, président du SNALC Créteil et membre du Bureau national

Depuis août 2016, le SNALC observe avec inquiétude le développement de l'association Teach For France, déclinaison française de Teach For All, dans l'académie de Créteil.

Cette association a pour but officiel de recruter des jeunes diplômés de grandes écoles afin qu'ils enseignent pendant deux ans comme contractuels dans des établissements REP et REP+, tout en bénéficiant d'une formation et d'un suivi assurés par l'association.

Après l'accueil d'une trentaine de tels *teachers* en 2016, l'académie de Créteil en accueille autant cette année. C'est donc au total une soixantaine de collègues qui bénéficient de ce statut très particulier.

Si l'on ne peut de prime abord que se louer de voir des étudiants bien formés être tentés par l'enseignement, le SNALC rappelle néanmoins qu'enseigner est un métier qui s'apprend et que quelques semaines de formation estivale ne sauraient être comparées avec la préparation d'un concours exigeant durant une année entière.

Au-delà, de nombreuses questions que nous avons posées au Rectorat de Créteil par une lettre en date du 3 février 2017 restent sans réponse, et ce même à la lecture de la convention tripartite signée entre l'association, le rectorat de Créteil, et le ministère – convention que nous n'avons obtenue qu'en juillet 2017, sur intervention de la CADA :

- Chacun de ces contractuels est accompagné par « un référent désigné

par l'Académie au sein de l'établissement dans lequel le participant est affecté ». Qui a désigné ces référents ?

- Chacun de ces contractuels est également accompagné par « un tuteur désigné par Teach for France. » À quelle fréquence ces tuteurs extérieurs ont-ils assisté à des cours donnés par ces contractuels ? Ces tuteurs extérieurs ont-ils été amenés à interagir avec les élèves lors de ces « observations de classe » ?
- Comment concilier le maintien de ces contractuels durant deux ans dans le même établissement avec les règles de mutation des professeurs titulaires en particulier des TZR, et les priorités d'affectation définies pour les contractuels ?



- Comment justifier le traitement très privilégié de ces *teachers* par rapport aux autres contractuels ?

Pour le SNALC, l'apparition de cette association dans l'académie la moins attrayante de métropole est le symptôme d'un métier qui ne suscite plus de vocations, et une tentative désespérée d'y remédier en évitant une revalorisation de nos traitements, pourtant bien nécessaire. ■

HEURES DE DÉLÉGATION, L'ÉTAT NE CHANGE PAS DE CAP

Par **Loïc AYNÉ**, responsable national de l'enseignement privé

Malgré de nombreuses tentatives de l'Enseignement Catholique visant à limiter voire priver les élus du personnel de leur rémunération pour leurs missions, le Conseil d'État a de nouveau affirmé l'obligation des établissements privés à payer les heures de délégation pour tous, personnels OGEC comme enseignants.



La loi Censi, clarifiant le statut public des enseignants exerçant dans les établissements sous-contrat tout en leur conférant la possibilité d'être élus au sein des instances représentatives du personnel aura fait couler beaucoup d'encre. D'années en années se sont enchaînées les batailles entre les organisations du privé sous-contrat soutenues par les syndicats des chefs d'établissements et les instances juridiques de l'État sur la question épineuse des heures de délégation

accordées aux enseignants conformément au Code du Travail.

Plus d'informations : les Instances Représentatives du Personnel (IRP) du privé. (<https://www.snalc.fr/national/article/2744/>)

Si nous pouvions espérer que les neuf arrêts de la Cour de Cassation du 8 décembre 2016 (Chambre Sociale) avaient permis de clarifier la

situation, il n'en était rien. Le SGEC (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique) avait saisi le Premier Ministre en mars 2016 afin d'obtenir un décret d'application de la loi Censi; plus précisément sur le paiement des heures de délégation. Devant l'absence de réponse, le Conseil d'État fut saisi et des éléments furent ajoutés par les organisations catholiques au cours de l'année 2017 malgré les conclusions et clarifications de la Cour de Cassation.

Le 19 juillet 2017, le conseil d'État réaffirma les positions prises par la juridiction précitée en concluant qu'aucun décret d'application n'était nécessaire afin d'exécuter la loi (arrêt 401570) : « L'absence d'un tel décret ne fait notamment pas obstacle à la détermination de l'assiette de calcul du paiement des heures de délégation et des taux de majoration applicables à ces heures, à la remise d'un bulletin de paie au maître concerné, au paiement des charges sociales sur les rémunérations versées au titre

des heures de délégation ». Ces conclusions furent par ailleurs transmises au Ministère de l'Éducation Nationale, au SGEC, à la FNOGEC et aux différentes organisations syndicales de chefs d'établissements (SYNADIC, SNCEEL, SYNADEC etc.).

Si notre syndicat espère que les représentants du personnel (membres du Comité d'Entreprise, Délégués du Personnel, membres du CHSCT), personnels de droit privé (OGEC) comme enseignants, soient rémunérés pour leurs missions dans les plus brefs délais, **nous vous recommandons de faire acter vos heures de délégation de manière régulière auprès de vos chefs d'établissements** (document fait en double, daté et remis contre signature). N'hésitez pas à nous contacter pour tout conseils !

Alors que l'enseignement privé attire de plus en plus d'élèves (+1% donc davantage de cotisations familiales et subventions publiques) et obtient de plus en plus de moyens de l'État (augmentation de l'enveloppe horaire des enseignants du privé pour 2017-2018), nous n'acceptons pas ces réticences. ■

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LE PRIVÉ : SOYONS REPRÉSENTÉS !

Par **Loïc AYNÉ**, responsable national de l'enseignement privé

Les élections professionnelles de fin 2018 renouvelleront les sièges aux différentes instances académiques et nationales de l'enseignement privé sous-contrat (CCMMEP, CCMA, CCMD etc.) et il est essentiel que nous en fassions partie afin de mieux VOUS représenter.

Au quotidien, le SNALC est à vos côtés, dans le public tout comme dans les établissements privés sous-contrat. L'existence de Commissions (académiques) et Comité (ministériel) consacrés à ce seul

secteur nous invite à participer à ces élections. Trois scrutins se présenteront très vite à nous :

➤ Au niveau **académique**, dans le secondaire, les **CCMA** (Commissions

Consultatives Mixtes Académiques) sont essentielles puisqu'elles sont réunies pour les cas suivants : affectations, classements, mouvements, promotions, sanctions disciplinaires etc.

➤ Au niveau **académique**, dans le premier degré, ce sont les **CCMD** (Commissions Consultatives Mixtes Départementales) et **CCMI** (interdépartementale) qui sont consacrées à ces domaines.

➤ Au niveau **national**, c'est

pour le **CCMMEP** (Comité Consultatif Ministériel des Maîtres de l'Enseignement Privé) que le SNALC devra être présent.

Afin d'être représentés et ainsi vous défendre, le SNALC doit constituer des listes et se faire connaître au sein du privé sous-contrat. **Par ce message, nous vous invitons à faire connaître votre candidature auprès de votre président académique SNALC**, même si vous souhaitez être en position non éligible sur une liste. ■

ENQUÊTE SUR LES RÉSEAUX DU SNALC

Par **Jean-Rémi GIRARD**, vice-président national du SNALC

Où, derrière un titre accrocheur, il n'est en réalité question que de notre présence sur les réseaux sociaux...

LES RÉSEAUX SOCIAUX, C'EST QUOI ?

Internet occupant une part non négligeable de la vie de beaucoup d'entre nous, et l'envie de donner son avis sur tout étant consubstantielle à la nature humaine, l'impulsionnant développement des réseaux sociaux (Twitter, Facebook...) n'a rien de surprenant. Les personnels de l'Éducation nationale, et en particulier les professeurs, s'y sont mis. Vous qui lisez ces lignes, vous y êtes peut-être déjà. Eh bien sachez que nous aussi, nous y sommes.

Le SNALC a en effet accru ces derniers temps sa présence sur les réseaux sociaux, que ce soit au niveau national ou au niveau académique. Certes, nous avons légèrement moins de *followers*(1) que Rihanna, mais notre audience est en constante progression. À l'heure actuelle, nos comptes et pages permettent de diffuser notamment nos communiqués de presse et les interventions de nos représentants dans les médias. Et donc de faire en sorte que davantage de collègues (et davantage de citoyens de manière générale) connaissent notre existence et nos positions sur l'École.

LES RÉSEAUX SOCIAUX, C'EST OÙ ?

Les deux principaux réseaux sociaux sur lesquels nous sévissions sont Twitter et Facebook. Sur Facebook, le SNALC possède des pages sur lesquelles sont publiés, à un rythme plus ou moins régulier, des articles. Communiqués, passages médias, fiches d'information : voici ce que vous pouvez y trouver. Vous pouvez commenter, marquer votre accord, votre

désaccord, demander des précisions... Certains collègues ont également davantage de facilités à nous contacter directement par notre page nationale que par téléphone, ou même par e-mail. Nous essayons de donner suite à ces messages privés dans les meilleurs délais.



Twitter fonctionne différemment. Nous y postons des messages courts (140 caractères au maximum). Ces derniers peuvent eux aussi contenir des liens vers nos publications. On y pratique également le *livetweet* : il s'agit de faire un compte rendu en direct d'une intervention d'un de nos responsables sur les médias. Si vous n'êtes pas devant votre télé ou votre radio, vous pouvez quand même suivre ce que nous sommes en train de raconter.

LES RÉSEAUX SOCIAUX, C'EST DANGEREUX ?

Ça l'est rarement. Veillez néanmoins à ne pas prendre de risques sur le droit à l'image de vos élèves, par exemple. De même, soyez prudent quant aux informations que vous donnez sur vos classes,

collègues, supérieurs.

Sachez aussi que Twitter est un lieu d'abondantes polémiques, renforcées par le fait que de nombreux représentants syndicaux(2) d'avis très divergents s'y trouvent. Vous y croiserez très vite des collègues qui vous horripileront. Vous pouvez, si besoin, les bloquer. Attention en revanche à ce que vous écrivez si vous vous mettez à polémiquer. Vous n'êtes pas dans une soirée entre amis, mais dans un lieu public, où n'importe qui peut vous lire. L'insulte, la menace, le recours à la comparaison avec de célèbres totalitarismes sont à éviter à tout prix. Un citoyen ne peut écrire n'importe quoi, et un fonctionnaire encore (un peu) moins. Restez polis, factuels, et ne vous fatiguez pas à répondre sans arrêt à des personnes que, de toute façon, vous ne convaincrez jamais.

QUE PUIS-JE FAIRE ?

Même si vous n'êtes qu'utilisateurs très occasionnels, vous pouvez contribuer à améliorer notre visibilité. Tout d'abord en « aimant » nos pages Facebook et en vous abonnant à tout ou partie de nos comptes Twitter. Ensuite en « partageant » nos publications sur le premier, et en « retweetant » et aimant ces mêmes publications sur le second. Et enfin en en parlant autour de vous. Ne vous y trompez pas : nos dirigeants, notre administration, tous les journalistes sont présents sur les réseaux sociaux, qui sont une source d'information quasi instantanée (mais qu'il faut toujours vérifier). Si ce n'est déjà fait, nous vous invitons donc à rejoindre le grand réseau du SNALC ! ■

(1) Le réseau social étant généralement originaire du pays de l'oncle Sam, les anglicismes y sont légions. Le rédacteur de cet article présente par avance toutes ses excuses.

(2) Dont votre serveur : @SuisEnRetard

NOS PAGES, NOS COMPTES :

À l'heure actuelle, voici les différentes pages et les différents comptes du SNALC auxquels vous pouvez vous abonner (c'est gratuit !) :

SUR FACEBOOK :

- La page nationale → SNALC (@S4SNALCFGAF).
- Les pages académiques → Snaic + le nom de l'académie (toutes n'y sont pas encore. Pour Bordeaux, tapez « Snaic Aquitaine »).
- Des pages plus spécialisées → « Snaic Écoles », « Snaic Avs-Aesh », « Mobi Snaic »...

SUR TWITTER :

- Le compte national → SNALC (@SNALC_FGAF).
- Les comptes académiques → faites une recherche : + d'une dizaine d'académies y sont déjà.
- Le compte de MobiSnaic → mobisnaic (@mobi_snaic) ■

COORDONNÉES DES RESPONSABLES ACADÉMIQUES

AIX - MARSEILLE M. Thierry TIRABI	SNALC - 393 Chemin Saint Donat, 84380 MAZAN snalc.am@laposte.net - http://www.snalc.org/ - 09 51 52 98 08 - 06 12 02 25 23 (Secrétaire M. LECOURTIER)
AMIENS M. Martial CLOUX	SNALC - 26 rue J-J.Rousseau, 02200 SOISSONS - martial.cloux@wanadoo.fr - www.snalc.fr/amiens - 06 22 05 02 27
BESANÇON Mme Sylvie PRÉVOT	SNALC - 13 rue du Ballon, 90300 OFFEMONT - snalc.besancon@gmail.com - www.facebook.com/snalcbesancon - www.snalc.fr/besancon - 06 33 26 99 13
BORDEAUX Mme Marie-Thérèse ALONSO	SNALC - 43 avenue Galliéni, 33500 LIBOURNE - snalc.bx.vp1@gmail.com - www.snalc.fr/bordeaux - 05 57 25 91 09
CAEN M. Henri LAVILLE	SNALC - 4 Av. Jeanne d'Arc, 14000 CAEN - snalc.bn@wanadoo.fr - www.snalc.fr/caen - 06 33 92 09 61
CLERMONT FERRAND Mme Nicole DUTHON	SNALC - 9 bis Route de la Beauté, 63160 BILLOM - jm-n.duthon@wanadoo.fr - www.snalc.fr/clermont - 06 75 94 22 16 - 06 75 35 21 10 - 06 25 26 79 59
CORSE M. Lucien BARBOLOSI	SNALC - Plaine de Peri, Villa Bianca, 20167 PERI - charlydb017@aol.com - 06 80 32 26 55
CRÉTEIL M. Loïc VATIN	SNALC S3 CRÉTEIL - 4 rue de Tréville, 75009 PARIS snalc.creteil@gmail.com - www.snalc.fr/creteil - 07 82 95 41 42 - 06 22 91 73 27 - Mutation : snalc.creteil.mutation@gmail.com
DIJON M. Maxime REPPERT	SNALC - Maxime REPPERT, 6 bis rue Pierre Curie, 21000 DIJON snalc.dijon@gmail.com - www.snalc.fr/dijon - 06 60 96 07 25 - 06 62 72 66 37 (VP Mme MORARD)
GRENOBLE M. Grégory CORPS	SNALC - 37 place St-Bruno, 38000 GRENOBLE gregory.corps.snalc@gmail.com - www.snalc.fr/grenoble - 07 50 46 48 66 - 06 31 91 50 68 (Stagiaires) - 07 50 46 48 66 (Administratifs)
LILLE M. Benoît THEUNIS	SNALC - 6 rue de la Metairie, 59270 METEREN - snalc.lille@orange.fr - http://snalc.lille.free.fr - 03 28 42 37 79 - 03 20 09 48 46 - 03 28 62 37 78
LIMOGES M. Frédéric BAJOR	SNALC - La Mazaudon, 87240 AMBAZAC f.bajor@gmail.com - snalc.limoges.free.fr - 06 15 10 76 40 - Entrée dans le métier : 06 13 87 35 23 - 1 ^{er} degré : 06 89 32 68 09
LYON M. Christophe PATERNA	SNALC - 61 allée Font Bénite, 42155 SAINT LÉGER SUR ROANNE snalc-lyon@orange.fr - http://snalc.lyon.free.fr/ - 06 32 06 58 03 - Secrétaire : 06 08 43 31 12 - am.legallopiteau@snalc.fr
MONTPELLIER M. Karim EL OUARDI	SNALC - 37 ter rue de la Cerdagne, 66000 PERPIGNAN - presi-montpellier@snalc.fr - snalcmontpellier.fr - 06 43 68 52 29 VP : s.daho@laposte.net - 06 27 80 77 28 - Secrétaire académique : Vincent CLAVEL - v.clavel@yahoo.fr
NANCY - METZ Mme Anne WEIERSMÜLLER	SNALC - 3 avenue du XX^{ème} Corps, 54000 NANCY - snalc.lorraine@orange.fr - http://snalc.fr/nancy-metz - 03 83 36 42 02 - 06 76 40 93 19
NANTES M. Hervé RÉBY	SNALC - 38 rue des Ecachoirs, 44000 NANTES snalc.acad.nantes@wanadoo.fr - www.snalc.fr/nantes - 07 71 60 39 58 - 06 41 23 17 29 - Secrétaire : Olivier MOREAU - snalc49@gmail.com
NICE Mme Dany COURTE	SNALC - 25 avenue Lamartine, Les princes d'Orange, Bât. B, 06600 ANTIBES snalc.nice@hotmail.fr - www.snalc-nice.fr - 06 83 51 36 08 - Secrétaire : Françoise TOMASZYK - 04 94 91 81 84 - snalc.83@free.fr
ORLÉANS - TOURS M. François TESSIER	SNALC - 21 bis rue George Sand, 18100 VIERZON - snalc.orleanstours@wanadoo.fr - www.snalc.fr/orleans-tours - 06 47 37 43 12 - 02 38 54 91 26
PARIS M. Krisna MITHALAL	SNALC Académie de Paris - 4 rue de Tréville, 75009 PARIS - 01 40 22 09 92 - snalc.paris@laposte.net Président : Krisna Mithalal - 06 13 12 09 71 - Vice-présidente : Fabienne Leloup - 06 59 96 92 41.
POITIERS M. Toufik KAYAL	SNALC - 15 rue de la Grenouillère, 86340 NIEUIL L'ESPOIR toufikkayal@wanadoo.fr - www.snalc.fr/poitiers - 06 75 47 26 35 - 05 49 56 75 65
REIMS M. Thierry KOESSLER	SNALC - 12 place Hélène Boucher, 51100 REIMS - snalc-reims@laposte.net - www.snalc.fr/reims - 06 50 51 19 60 - 09 51 57 00 86
RENNES Mme Brigitte AYALA	SNALC - 20 les Riais, 35470 BAIN-DE-BRETAGNE - snalc.35@orange.fr - www.snalcrennes.org - 09 63 26 82 94
LA RÉUNION M. Jean-Louis PRADEL	SNALC - 375 rue du Maréchal Leclerc, 97400 ST-DENIS DE LA RÉUNION 0262 21 70 09 - 0262 21 37 57 - 0692 87 68 44 - 0692 77 61 00 - snalcreeunion974@gmail.com - www.snalc-reunion.com
ROUEN M. Nicolas RAT	SNALC - 4 Square Jean Monnet, 76240 BONSECOURS - snalc-rouen@snalc.fr - www.snalc.fr/rouen - 09 51 80 55 41 - 06 73 34 09 69 Secrétaire académique : Jean Léonardon - jean-jacques-leonardon-bougault@wanadoo.fr - 06 88 68 39 33
STRASBOURG M. Jean-Pierre GAVRILOVIC	SNALC - 5 a boulevard du président Edwards, 67000 STRASBOURG snalc-strasbourg@snalc.fr - www.snalc.fr/strasbourg - 06 52 64 84 61 - 06 51 13 31 40
TOULOUSE M. Jean-François BERTHELOT	SNALC - 23 avenue du 14^e Régiment-d'Infanterie, appt. 72, 31400 TOULOUSE snalc.toulouse@gmail.com - www.snalc.fr/toulouse - 05 61 13 20 78 - 05 61 55 58 95 - (Urgences : 06 74 05 29 80)
VERSAILLES M. Frédéric SEITZ	SNALC Versailles - 4 rue de Tréville, 75009 PARIS snalc.versailles@gmail.com - www.snalc.fr/versailles - 01 47 70 11 50 - 06 95 16 17 92 - 06 95 33 13 45
DÉTACHÉS ÉTRANGER OUTRE-MER M. Frantz Johann VOR DER BRÜGGE	SNALC DETOM - 4 rue de Tréville, 75009 PARIS - snalc.detom@gmail.com - http://snalc.det.etom.free.fr - 06 88 39 95 48 - 01 47 70 00 55

DPT	RESPONSABLES DÉPARTEMENTAUX	DPT	RESPONSABLES DÉPARTEMENTAUX	DPT	RESPONSABLES DÉPARTEMENTAUX
02	martial.cloux@wanadoo.fr - 06 22 05 02 27	31	sylvie_compte_sastre@dbmail.com - 06 74 05 29 80	65	arnile@club-internet.fr - 06 89 35 02 68
03	anmounal@aol.com - 06 83 49 08 71	32	herve.garlet@wanadoo.fr - 06 13 03 00 71	66	nmdulac@gmail.com - 06 61 96 29 75
09	eric.vansoen@wanadoo.fr - 06 25 37 32 08	34	jessicaboyer.snalc34@gmail.com - 06 13 41 18 31	73	bernard.levy73@gmail.com - 07 50 84 62 64
11	sebastien.deleigne@gmail.com - 06 77 40 15 14	35	snalc.ille-et-vilaine@orange.fr - 06 82 86 06 39	74	a.mugnier.snalc@dbmail.com - 07 50 83 34 92
12	pierre@vano.me - 06 80 59 37 23	41	snalc41@gmail.com - 06 08 92 19 51	80	philippe.trepagne@dbmail.com - 09 73 82 67 93
14	snalc-sd14@orange.fr - 02 31 73 72 02	43	gilles.defours@orange.fr - 07 87 87 99 25	81	thierry.boulain@gmail.com - 06 75 92 96 97
15	bradley.roussel@wanadoo.fr - 04 71 68 20 01	45	cheronsnalc@orange.fr - 02 38 54 91 26	82	balayer@gmail.com - 06 81 37 08 73
18	snalc18@gmail.com - 06 47 37 43 12	46	rouchdominique@hotmail.com - 06 03 28 86 11	87	ogfrederic@orange.fr - 06 84 40 04 58
19	christophe_nouaille@orange.fr - 06 01 92 26 68	47	icgauthier@orange.fr - 06 76 13 42 19	971	snalc.guadeloupe@orange.fr - 06 90 32 48 52
20B	anne-marie.cirelli@wanadoo.fr - 06 87 33 55 71	48	herverossignol.snalc.lozere@gmail.com - 06 31 18 20 03	972	jp.pouget@hotmail.fr - 05 96 75 51 68
22	snalc.cotes-d-armor@orange.fr - 06 71 23 90 11	50	snalc-s2-50@orange.fr - 06 31 44 15 30	973	mickael.richardson@gmail.com - 06 95 19 86 70
24	diemercecile@gmail.com - 06 87 45 70 36	56	snalc.morbihan@orange.fr - 07 70 28 74 15	975	urdajosy@cheznoo.net
25	seb.vieille@wanadoo.fr - 06 61 91 30 49	60	laure.frugier@outlook.fr - 06 12 21 64 38	976	snalcmayotte@orange.fr - 06 37 12 15 00
29	snalc.29@orange.fr - 06 16 45 29 03	61	rpiquet@aol.com - 02 33 28 49 21	987	patrice.edu@gmail.com - 689 87 31 51 55
30	samyha.hasini@sfr.fr - 06 86 77 60 85	63	chantal.vautrin@wanadoo.fr - 06 25 26 79 59	Autres DPT	Cf. coordonnées académie

BULLETIN D'ADHÉSION

snalc
FGAF

À remplir, si paiement par chèque, et à renvoyer avec votre règlement intégral (3 chèques max.) à SNALC - 4 rue de Trévise - 75009 PARIS

ENCORE PLUS FACILE ! PRIVILÉGIEZ LE PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE OU PAR PRÉLÈVEMENTS MENSUALISÉS SUR LE SITE SÉCURISÉ DU SNALC (www.snalc.fr). Plus de courrier ni de chèque à envoyer !

Académie :

☐ Adhésion ☐ Renouvellement ☐ M. ☐ Mme

NOM D'USAGE :

Nom de naissance :

PRÉNOM :

Date de naissance :

Adresse :

CP : / / / /

Ville :

Tél. fixe :

Portable :

Courriel :

Conjoint adhérent ? : M. Mme

Discipline :

CORPS (Certifié, etc.) :

GRADE : ☐ Classe normale ☐ Hors-Classe ☐ Classe exceptionnelle

Échelon : Depuis le / /

☐ Stagiaire ☐ TZR ☐ CPGE ☐ PRAG ☐ PRCE ☐ STS

☐ Sect. Int. ☐ DDFPT ☐ ESPE ☐ CNED ☐ GRETA

☐ Temps complet ☐ Mi-temps ☐ Temps partiel

ÉTABLISSEMENT D'EXERCICE (si Privé s/c, cochez la case ☐) :

Code établissement :

Je souhaite recevoir la Quinzaine Universitaire (revue du SNALC - FGAF) :

☐ Uniquement par voie électronique (mail)

☐ Uniquement par courrier papier

☐ Par mail ET par courrier

☐ Je souhaite rester ou devenir délégué du SNALC dans mon établissement (S1)

En vertu des articles 27 et 34 de la loi du 06.01.78, j'accepte en remplissant cette fiche de fournir au SNALC les informations nécessaires à l'examen de ma carrière, lui demande de me communiquer en retour les informations sur ma carrière auxquelles il a accès à l'occasion des CAPA, CAPN, FPM et autres groupes de travail et l'autorise à les faire figurer dans ses fichiers, sous réserve des droits d'accès et de rectification prévus par la loi et sauf demande contraire de ma part. La cotisation au SNALC est annuelle : elle est due dans son intégralité (Statuts article 3 / Règlement intérieur art. 2.II).

LE SYNDICAT LE MOINS CHER DE L'ÉDUCATION NATIONALE

COMPARONS DEUX COTISATIONS À 200 EUROS DANS UN SYNDICAT X ET AU SNALC : après déduction fiscale, elles reviennent toutes deux à 200 - 66% x 200 (réduction ou crédit d'impôt) = 68 euros.

SI VOUS SOUHAITEZ SOUSCRIRE À UNE PROTECTION JURIDIQUE (VALEUR 35 À 40 EUROS) : au SNALC, elle est incluse dans votre cotisation (GMF) et votre adhésion vous revient en réalité à 68 - 35 = 33 euros.

Dans un syndicat X, elle n'est pas incluse et votre adhésion vous revient toujours à 68 euros auxquels il faudra rajouter 35 à 40 euros d'assurance.

REPRÉSENTATIF : grâce à ses résultats aux dernières élections professionnelles, le SNALC - FGAF siège au Comité Technique Ministériel (CTM) avec son partenaire le SNE, aux côtés de cinq fédérations (FSU, CFDT, UNSA, CGT et FO) : **seules ces six organisations sont représentatives** pour chaque catégorie de personnels de l'Éducation nationale.

PUISSANT : avec **16 commissaires paritaires nationaux** toute l'année à votre service sur Paris, et près de **300 commissaires paritaires académiques** siégeant pour tous les corps dans toutes les académies, **le SNALC-FGAF est le 2^{ème} syndicat de l'enseignement secondaire** (dont PRAG et PRCE) en voix et en sièges.

INDÉPENDANT : le SNALC est le seul syndicat représentatif dont la confédération ne perçoit **aucune subvention d'État**. Il estime que les moyens humains (décharges syndicales - décret 82-447 du 28 mai 1982) suffisent pour défendre les personnels et proposer des projets pour l'Ecole. **Le SNALC demande l'interdiction de toute subvention publique aux organisations syndicales.**

TRAVAILLEUR : le SNALC est le seul syndicat à proposer à budget constant des projets novateurs et aboutis pour l'Ecole (Ecole des Fondamentaux), le Collège (Collège modulaire), le Lycée (Lycée de tous les savoirs) et de la maternelle à l'université : (Permettre à tous de réussir) à télécharger sur www.snalc.fr

HONNÊTE ET TRANSPARENT : les comptes du SNALC, élaborés par un cabinet d'expertise indépendant, sont publiés dès leur approbation par les Commissaires aux comptes qui les examinent : <http://www.journal-officiel.gouv.fr/comptes-syndicats/> (taper SNALC dans la case « titre de l'organisation »).

Je joins un règlement
d'un montant total de :
(voir au verso) par chèque
à l'ordre du SNALC.

€

Date et Signature (indispensables) :

MERCI POUR VOTRE CONFIANCE

LE SYNDICAT LE MOINS CHER DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Calculs au verso

(ses tarifs n'augmentent pas en 2017/2018 pour la septième année consécutive)



Le **SNALC-FGAF vous offre** l'Assistance et la Protection Juridiques pénales (agressions, diffamation, harcèlement, ...) de la GMF **pour une économie nette d'impôts de 35 à 40 euros incluse dans votre adhésion**, une aide à la mobilité professionnelle « MOBI-SNALC » là où l'Education nationale ne propose rien, et de nombreuses réductions auprès de nos partenaires (voyages, culture ...) : bouton « Avantages SNALC » sur www.snalc.fr

PROFESSEURS AGRÉGÉS (dont PRAG), CERTIFIÉS/BIADM (dont PRCE) et CHAIRES SUP (Gestions NATIONALE et ACADÉMIQUE de votre carrière)

Éch.	À régler	Coût réel après impôts* et GMF (-35 €)	Éch.	À régler	Coût réel après impôts* et GMF (-35 €)
AGRÉGÉS Classe Normale			CERTIFIÉS/BIADM Classe Normale		
1	70 €	Zéro euro !	1	70 €	Zéro euro !
2	110 €	2,40	2	100 €	Zéro euro !
3	150 €	16	3	130 €	9,20
4	190 €	29,60	4	160 €	19,40
5	200 €	33	5	170 €	22,80
6	210 €	36,40	6	180 €	26,20
7	220 €	39,80	7	190 €	29,60
8	230 €	43,20	8	200 €	33
9	235 €	44,90	9	210 €	36,40
10	245 €	48,30	10	220 €	39,80
11	250 €	50	11	230 €	43,20
CHAIRES SUP et AGRÉGÉS H. Classe et Cl. Exc. ts chevr.			CERTIFIÉS Hors Classe et Classe Exceptionnelle		
1 à 6	265 €	55,10	1 à 7	245 €	48,30

SITUATIONS PARTICULIÈRES :

Disponibilité, Congé parental : **60 €**
STAGIAIRES ESPE : **70 €**

Retraités cotisations 60 et 90 € : **même tarif**
Retraités (cert/biadm/agr/ch.sup) : **125 €**
CLM, CLD : **125 €**

RÉDUCTIONS :

Mi-temps **-40%** / Autres temps partiels et congés formation **-20%**
Couples Adhérents **-25%** chacun
Suppléments : DOM-COM (salaires majorés) : **+35 €**

AUTRES CORPS à gestion essentiellement déconcentrée (« moins coûteuse »)

CATÉGORIE (tous grades et échelons)	À régler	Coût réel après impôts* et GMF (-35 €)
PLP, P.EPS, CE.EPS, CPE, PEGC, PROFESSEURS DES ÉCOLES, PSY-EN	90 €	30,60 €* - 35 € (GMF) « = » L'adhésion au SNALC ne vous coûte RIEN !
CHEFS D'ÉTABLISSEMENT, IA-IPR / IEN, ATER, UNIVERSITAIRES		
PERSONNELS ADMINISTRATIFS (sauf Adjaenes), SOCIAUX et SANTÉ		
ADJOINTS ADMINISTRATIFS (ADJAENES)	60 €	Idem ! *Crédit d'impôts : vous déduisez 66 % du montant de votre cotisation de vos impôts ou êtes crédités de ces 66 % si vous n'êtes pas imposable.
CONTRACTUELS, CONTRATS LOCAUX ÉTRANGER, MAÎTRES AUXILIAIRES		
ASSISTANTS D'ÉDUCATION, AVS(I), AESH	30 €	